

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 8 février 2012

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

Ancien dépôt CALDEO

Commune de ARGENT-SUR-SAULDRE

**Rapport de l'inspection des installations classées
à
Monsieur le préfet du Cher**

1. CONTEXTE

Par arrêté préfectoral du 20 septembre 1985, la société 2GI CORIF ODYS et Cie était autorisée à exploiter sur la commune d'ARGENT SUR SAULDRE – route d'Aubigny (cf. plan de situation en annexe), un dépôt d'hydrocarbures constitué de 6 réservoirs enfouis de 100 m³ de gas-oil et 12 réservoirs enfouis de 100 m³ de fioul domestique (FOD). La société CALDEO, anciennement MERCIER, a poursuivi l'exploitation de 1988 à 2000 de 6 réservoirs enfouis de 100 m³ de FOD et de gas-oil.

Par arrêté préfectoral du 18 octobre 2004, l'ancien exploitant est tenu notamment de réaliser la surveillance trimestrielle des eaux souterraines.

Du fait des évolutions constatées lors des mesures de surveillance depuis 2008, la société CALDEO demande par courrier du 28 novembre 2011 l'allègement du programme analytique de ce site en un programme semestriel portant sur les paramètres hydrocarbures C10-C40 et BTEX.

2. HISTORIQUE

L'exploitation de cette installation de stockage et de distribution de gas-oil était autorisée par un arrêté préfectoral du 20 septembre 1985 notifié à l'époque à la société 2 G.I CORIF ODYS, mais pour une capacité supérieure de stockage, soit 1800 m³.

.../...

PJ : 1 rapport d'arrêté préfectoral complémentaire
1 plan de localisation du site
1 plan de localisation des piézomètres

Copie à : DREAL Centre - SEIR

Le 13 octobre 2000, la société CALDEO a annoncé qu'elle cessait d'exploiter son dépôt d'hydrocarbures. L'inspection des installations classées a alors effectué une visite de l'établissement en décembre 2000.

Le 27 juillet 2001, la société CALDEO a transmis à l'inspection des installations classées le diagnostic initial de caractérisation de l'état de pollution des sols du dépôt pétrolier. Celui-ci a mis en évidence trois paramètres importants dans la problématique des sols pollués :

- une existence avérée de sources de pollution sur le site. En effet, l'étude réalisée a révélé :
 - une pollution constatée en hydrocarbures :
 - sous forme gazeuse en PZ1,
 - sous forme adsorbée dans les sols en PZ2,
 - sous forme dissoute dans les eaux souterraines ; Une phase flottante apparaît en PZ3 et on constate un impact très marqué en PZ2,
 - une pollution constatée en Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) sous forme dissoute dans les eaux souterraines en PZ2 et PZ3. De plus des HAP sous forme adsorbée dans le sol en teneur très proche du seuil de référence ont été retrouvés près de PZ3.
- des cibles potentielles situées à proximité du site :
 - deux sources utilisées pour l'alimentation en eaux potable (AEP) de communes environnantes, la plus proche étant situé à 1.8 km en aval,
 - une rivière située à 500 m du site pouvant servir à des activités de pêche ou de baignade.
- des voies de migration possibles : le sous-sol de l'ancien dépôt, constitué de sables et de graviers est très perméable. De plus, la nappe recoupée au droit du site à une profondeur de 4 mètres est vraisemblablement en relation avec la nappe alimentant les deux captages AEP précédemment cités.

Lors de 3 campagnes en septembre et octobre 2002, un écrémage de la phase surnageante a été réalisé.

Fin octobre 2002, l'exploitant a procédé à l'enlèvement de réservoirs encore présents sur le site, soit 5 cuves de 100 m³. A cette occasion, 175 tonnes de terres polluées ont été évacuées et traitées hors site.

En juillet 2003, une évaluation simplifiée des risques (ESR) a été réalisée par SITA Rémédiation. 3 nouveaux piézomètres ont de plus été installés. L'ESR a montré la nécessité d'une surveillance trimestrielle des eaux souterraines au droit du site pour les paramètres hydrocarbures totaux, BTEX et HAP.

Un diagnostic complémentaire en juin 2004 a permis d'estimer la présence d'environ 1300 tonnes de terres impactées par des teneurs significatives en hydrocarbures. Des travaux de dépollution en novembre 2004 ont permis d'évacuer 2000 tonnes de terres souillées.

En juillet 2005, un diagnostic complémentaire est réalisé ; 4 sondages sont effectués et un piézomètre est mis en place en aval hydraulique.

Depuis janvier 2008, des dispositifs passifs d'oxygénation (DPO) sont mis en place et régulièrement remplacés au droit des piézomètres PZ2 et PZ3. Ils permettent un traitement en bioaérobie des hydrocarbures.

2. SUIVI DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES

Depuis octobre 2003, et conformément à l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2004, une surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée à fréquence trimestrielle. Les analyses portent sur les paramètres suivants :

- hydrocarbures totaux,
- HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques),
- BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes).

Depuis décembre 2008, ces analyses sont complétées par le suivi de terrain des paramètres physico-chimiques :

- pH ;
- conductivité ;
- température ;
- potentiel d'oxydo-réduction ;

- oxygène dissous.

Ces mesures sont réalisées au niveau des piézomètres PZ2, PZ3, PZ4, PZ5 et PZ6 (cf. plan d'implantation des piézomètres annexé). Au vue des mesures de niveau piézométrique, la position hydraulique des ouvrages est la suivante :

- PZ3 : amont hydraulique du site ;
- PZ2 et PZ4 : position centrale ;
- PZ5 : position latérale ;
- PZ6 : aval hydraulique.

▪ **HYDROCARBURES :**

En amont hydraulique (PZ3), depuis septembre 2007, seul 1 prélèvement (en juillet 2010) a montré un dépassement (6,4 mg/l) de la valeur réglementaire française définie pour les eaux brutes (5 mg/l). En aval hydraulique (PZ6), on observe des teneurs faibles et inférieures à la valeur réglementaire.

Les piézomètres en position centrale présentent des dépassements fréquents de la valeur de référence mais avec toutefois une tendance à la baisse depuis fin 2009.

▪ **BTEX :**

Alors qu'en amont hydraulique (PZ3), les teneurs mesurées sont faibles voire inférieures aux seuils de détection analytiques, en aval hydraulique (PZ6) on note des dépassements ponctuels des valeurs de référence relatives à l'eau potable pour le benzène.

Les valeurs mesurées pour les autres paramètres restent très nettement inférieures aux valeurs guides (OMS 2006 pour l'eau potable).

▪ **HAP :**

En amont hydraulique (PZ3), aucun dépassement des valeurs de référence n'a été observé depuis septembre 2008. En aval hydraulique (PZ6), des teneurs globalement faibles et inférieures aux valeurs réglementaires sont observées. Quelques faibles dépassements de la valeur réglementaire française relative à l'eau potable ont pu être observés pour le benzo(a)pyrène au niveau de PZ4.

3. ETUDE DE VULNERABILITE

La société SITA Remediation a mis à jour l'étude de vulnérabilité de l'environnement de l'ancien dépôt CALDEO dans un rapport du 28 juillet 2011. Ainsi, il est à souligner :

- des terrains plus ou moins perméables correspondant à des dépôts alluvionnaires, puis la craie blanche grisâtre (Sénonien) et les marnes (Cénomanien moyen à supérieur).
- La présence de la nappe des alluvions et des sables de Sologne à une profondeur de 4 m environ dont la direction de l'écoulement est vers le nord. Cette nappe est vulnérable.
- La présence des nappes de l'Eocène et du Cénomanien. Ces nappes ne sont pas vulnérables.
- 3 captages à usage AEP (alimentation en eau potable) non vulnérables.
- 3 captages à usage AEI (alimentation en eau industrielle) non vulnérables.
- Des captages AEA (alimentation en eau agricole) non vulnérables.
- Des puits privés utilisés pour l'irrigation en aval du site (le plus proche est situé à 390 m au nord nord-ouest du site). Deux puits privés (respectivement à 390 et 420 m en aval hydraulique du site) ont fait l'objet de prélèvements en 2007 et janvier 2008 qui ont montré l'absence d'impact en hydrocarbures.
- La présence de la rivière l'Oisenotte à 520 m à l'est du site et de la Grande Sauldre à 620 m au nord du site, vulnérables vis-à-vis d'une pollution du site. Cette vulnérabilité est à relativiser du fait du débit des cours d'eau et des phénomènes de dilution.

4. DEMANDE DE L'ANCIEN EXPLOITANT

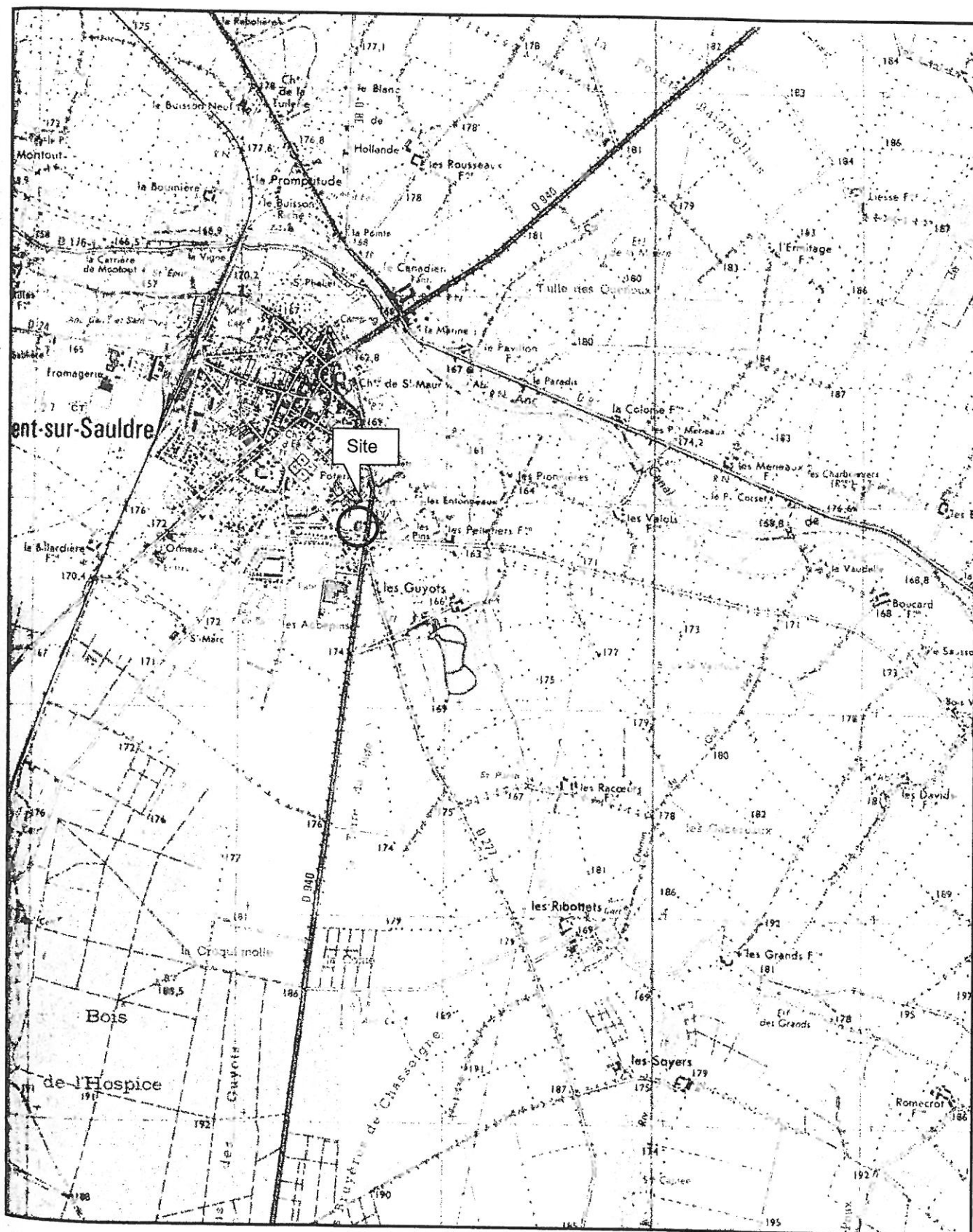
Au vu des résultats d'analyse depuis octobre 2003 exposés ci avant, l'ancien exploitant demande, sur proposition de son bureau d'études SITA Remediation, l'allègement du programme analytique de surveillance de ce site en un programme semestriel portant sur les seuls paramètres hydrocarbures totaux et BTEX.

5. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES ET CONCLUSION

Au vu des évolutions des résultats d'analyses depuis 2003, et notamment l'absence d'impact significatif au niveau des piézomètres aval et latéral depuis 2007, l'inspection des installations classées considère que la demande de la société CALDEO est acceptable.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher de réserver une suite favorable à la demande de l'exploitant en modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004.1.1256 du 18 octobre 2004 par voie d'arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral à cet effet est joint au présent rapport.

En application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, le présent rapport doit être présenté au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques pour avis.



SITA REMEDIATION
SITA - Société d'Intervention et de Traitement des Atomes

Situation géographique détaillée 1/25000 - carte IGN

CALDEO - ARGENT-SUR-SAUDRE (18)

Annexe : 1

Figure : 2

